

Déchéance de nationalité : paradoxe, stupidité, incurie ?

A l'occasion du premier anniversaire des massacres de *Charlie Hebdo*, (7 janvier), de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes (9 janvier) et de l'assassinat à Montrouge d'une jeune policière (8 janvier) perpétrés par les frères Saïd et Chérif KOUACHI et par Amély KOULIBALY, les chaînes de radio et de télévision ont présenté des documentaires sur ces drames nationaux qui ont suscité d'abord la mobilisations spontanée des citoyens puis celles de la classe politique nationale et internationale avec pour point culminant la grande manifestation du 11 janvier 2015 afin de réaffirmer les principes de la démocratie et les valeurs de la République. Evidemment, ces documentaires s'éclairent aussi des tragiques évènements du 13 novembre dernier qui comme ceux de janvier sont provoqués par de jeunes Français radicalisés dans l'islamisme guerrier ou djihadisme, prôné par AL QUAIDA et par DAESH.

La première réflexion qui vient à l'esprit en regardant et écoutant ces documentaires, c'est qu'en janvier et en novembre 2015, l'appareil de l'Etat a été pris par surprise et que sa réaction immédiate, outre la stupeur, a été d'improviser sa riposte en tablant sur sa chance de réussite à contrer et anéantir les assassins. Certes, quelques leçons avaient été tirées de la tragédie de janvier ; les services de renseignement, la police et la gendarmerie ont appris à travailler ensemble, plus d'ailleurs par la bonne volonté plus ou moins provisoire des agents de ces différents services régaliens que par une refonte structurelle de leur fonctionnement ; au moins, cela a-t-il permis de déjouer quelques tentatives d'attentats au cours de l'année 2015. Mais il semble bien que le terrorisme ait conservé quelques longueurs d'avance sur les services de prévention, ce qui n'est pas pour rassurer la population. Il y aurait sur le territoire dix mille individus radicalisés ou en passe de le devenir. Et il est difficile, semble-t-il, dans l'état actuel du dispositif de renseignement de les neutraliser avant leur passage à l'acte. Décidemment ceux qui exercent le pouvoir d'Etat laissent en danger la population française.

La deuxième réflexion est que l'appel à l'union nationale lancé par la plupart des dirigeants politiques y compris lorsqu'ils se rallient à la mise en place de l'état d'urgence ce qui signifie qu'ils adhèrent aussi à l'état de guerre dans lequel se trouve la France selon le Président de la République, n'empêche pas la caste politique de ronronner à son habitude dans les pratiques partisans et vaines du genre à se tâter – j'irai-t-y j'irai-t-y pas aux primaires et autres élections présidentielles, - qui mènent plus de la moitié des citoyens français à l'abstention. Encore une bonne raison de ne pas se sentir rassuré.

La troisième réflexion que font naître les propos des cadres des communautés de Croyants qui fréquentent plus ou moins souvent les mosquées françaises, est que, pour l'immense majorité des citoyens de confession ou de tradition musulmane ou assimilées, leur citoyenneté française va de soi et qu'il n'y a pas pour eux d'hiatus entre leur appartenance nationale et leurs convictions religieuses puisque elles ne sont pas en compétition, les unes s'exerçant dans le cadre de la vie privée et l'autre dans le cadre institutionnel de la République. Enfin un vrai réconfort !

La réflexion suivante ne peut être faite que par le SNCA e.i.L. Convergence. En effet, au moment du débat sur l'identité nationale, ce piège grossier tendu par le Président SARKOZY, les organisations politiques, syndicales et associatives soi-disant « progressistes » se sont dérobées. Mais un piège, surtout cousu de fil blanc, s'évite ou se contourne. C'est pourquoi, à sa mesure, le SNCA e.i.L. Convergence a dit et écrit à l'époque en quoi consistait à ses yeux l'identité nationale qui est aujourd'hui au cœur du débat sur la déchéance de nationalité à l'encontre des terroristes qui ensanglantent la France dans le but de dresser ses habitants, ses citoyens, les uns contre les autres. Il y a d'ailleurs quelque ironie à

constater que le parti politique qui historiquement préconise la mise à l'écart d'un groupe de citoyens sous prétexte que ses ancêtres plus ou moins lointains ne seraient pas nés à l'ombre des clochers qui scandent si poétiquement les horizons de la France, rejoint par ses propos diviseurs et inconséquents les visées de guerre civile des djihadistes français ... Il est vrai que la politique en dépit d'Aristote et de Machiavel n'est pas une science exacte !

Relisez votre carte d'identité qui, outre vos nom et prénoms, vos date et lieu de naissance, votre taille et la couleur de vos yeux et de vos cheveux, atteste de votre nationalité. Certes, les années s'accumulant, vous avez grisonné ou perdu tous vos cheveux ; peut-être même vous êtes-vous légèrement tassé ... Ce n'en est pas moins vous. Est-il possible de changer vos prénoms, votre nom, la date et le lieu de votre naissance, la couleur de vos yeux ? Votre nationalité est, de même, intangible parce qu'elle est une réalité objective.

Que le régime de VICHY (l'inventeur en vue d'exclusion de la carte d'identité nationale, soit dit en passant), cette aberration de l'histoire nationale que nous devons assumer, ce qui ne signifie pas justifier, ait prétendu priver de sa nationalité française le résistant Charles DE GAULLE n'a pas entraîné en rétorsion la même bêtise de la part de la République rétablie qui a, contre Philippe PETAIN, prononcé l'indignité nationale.

Les partisans de la déchéance de nationalité font remarquer que ne sont visés que les terroristes binationaux.

Soit.

Mais tous les binationaux n'ont pas, par essence, vocation à être des terroristes ; ils seront pourtant pour le plus grand nombre d'entre eux placés dans un sous-groupe de citoyens ce qui est pour le moins contradictoire avec l'affirmation que comme la République, la Nation est Une et Indivisible. Contradiction sur laquelle jouent simultanément le parti de LA PEN et DAESH. Le SNCA e.i.L. Convergence refuse de toute la force de ses convictions et de ses mandats, ce compagnonnage !

Le ridicule n'est jamais bien loin du tragique. Imaginons un assassin terroriste comparissant devant la justice française. Il a 27 ans et il est franco-suisse.

Quelle idée !

Et pourquoi pas ? Le djihad n'exige aucune carte d'identité, juste du fanatisme, de l'obscurantisme, de la bêtise et une très forte dose d'inhumanité !

Le tribunal le condamne à une peine de prison incompressible, ce qui veut dire que dans une trentaine d'années, il sortira des geôles françaises ... En outre, il est déchu de sa nationalité française.

Franchissons les années. Nous sommes en 2046 ; notre djihadiste pré-retraité (il a 57 ans) sort de taule, sa peine accomplie. Immédiatement, la maréchaussée se saisit de lui, l'emmène au prochain *droneport* et l'embarque sur le premier *dronejet* en partance pour Lausanne. Les *twitterazi* préviennent les autorités helvétiques du colis mono national que le gouvernement français leur envoie avant même que son ministre des Affaires Etrangères ait eu le temps de décrocher son téléphone pour les en avertir. Immédiatement, par les multimédias multipliés, satellisés et numérisés, le premier ministre suisse informe par un flash ses concitoyens qu'en vertu du résultat de la *votation* du ... 2017, ce colis ne sera pas réceptionné puisque qu'il est déchu de la nationalité helvète !

Grâce aux dieux de l'Olympe, des accords internationaux qui ont été laborieusement signés en 2021 sur le sort réservé aux déchus de la double nationalité, prévoient la solution ; le *dronejet* français tandis que ses batteries sont rechargées en vol, est détourné vers la Méditerranée. Au large de Lampedusa, île fortement rétrécie par le relèvement du niveau de la mer consécutif au réchauffement climatique, le colis *nullonational* sera largué muni d'un parachute, d'un canot pneumatique équipé d'un GPS mononucléaire (une toute récente technologie irano-saoudienne) ; une fois amerri, le récent taulard *nullonational* sera sauvé par les garde-côtes casques-bleus et par la haute technologie de son équipement. Une fois sur le

parquet des chèvres (à Lampedusa les vaches n'ont plus de place pour se nourrir) une *carte de non identité nationale* lui sera délivrée. Cela lui permettra de circuler librement partout où il voudra excepté hors des limites de Lampedusa ...

Plus sérieusement, que fera-t-on d'un binational déchu de ses deux nationalités pour cause de terrorisme ? Un apatride ?

Et les petites filles et petits garçons que ces hommes et ces femmes laisseront derrière eux à leur entrée en prison, la France ne les reconnaîtra-t-elle donc plus pour ses enfants ? La République ne peut le supporter.

Certes, l'actuel Premier Ministre de la France semble considérer que les valeurs républicaines et les principes démocratiques ne doivent pas l'emporter sur la nécessité qu'impose l'état de guerre ; ce qui est une sorte d'aval donné à DAESH et aux assassins français qu'il envoie massacrer leurs compatriotes.

Le pays des Droits de l'Homme ne peut et ne doit pas s'abaisser à cautionner de tels dévoiements.

En 2016, ce qui fait l'identité française, c'est d'assumer l'histoire de la France, ses heurs et malheurs, ses bassesses et sa gloire ; c'est surtout se reconnaître dans l'héritage de la Révolution de 1789 et 1792-93. Manifestement, c'est cela qui déchaîne la haine mortelle des djihadistes. Mais Madame LA PEN n'y est guère attachée non plus qui ne voit dans cette Révolution que la manifestation de l'esprit frivole des Français. En quoi l'une et les autres sont d'accord avec Manuel VALLS qui assigne à cet héritage une place secondaire dans la recherche de la défense nationale.

C'est le droit du sol qui a donné aux juifs la nationalité française en 1789, comme aux protestants aussi d'ailleurs.

Le SNCA e.i.L. Convergence s'en tient à ce droit.

Que des criminels français soient déchus à vie de leur dignité nationale et des droits civiques afférents, ne le plonge pas dans l'affliction. Mais que les dirigeants de l'Etat envisagent de déroger au droit non seulement le scandalise mais le pousse à dénoncer les manquements à répétition d'une caste politique qui conforte les carrières de ses membres tout en trompant les citoyens, en méprisant la souveraineté nationale et en bafouant la République.

Cela sans vraiment faire avancer la recherche de la sécurité du pays et de sa population, de sa population toute entière !

Capitalismus delendus est.